

La République française

Comment un régime stable s'adapte-t-il aux transformations de la société ?

Histoire · Thème 4 · Depuis les années 1990

Ce que tu vas savoir faire

Expliquer les mécanismes du chapitre ; mobiliser des repères précis ; construire une réponse argumentée.

À revoir avant de commencer

La chronologie du chapitre précédent ; les notions de démocratie, puissance et société.

1 Le cours

Des institutions durables, des réformes importantes

La Ve République conserve le cadre constitutionnel de 1958. La cohabitation montre que le fonctionnement dépend de la majorité parlementaire. Le quinquennat adopté en 2000, puis l'organisation des élections législatives après la présidentielle à partir de 2002, favorisent la concordance des majorités sans la garantir. La révision de 2008 modifie notamment les pouvoirs du Parlement et le contrôle de constitutionnalité.

Une République décentralisée

Les lois de 1982 ont transféré des compétences aux collectivités. La révision constitutionnelle de 2003 affirme l'organisation décentralisée de la République. Communes, départements et régions agissent dans leurs domaines, avec l'État et l'Union européenne. Les réformes territoriales recherchent efficacité et proximité, tout en suscitant des débats sur les ressources, les inégalités et la démocratie locale.

Des principes réaffirmés et des droits élargis

La laïcité articule liberté de conscience, neutralité de l'État et égalité. La loi de 2004 encadre le port de signes religieux ostensibles dans les écoles, collèges et lycées publics. Le PACS en 1999, les lois sur la parité à partir de 2000 et l'ouverture du mariage aux couples de même sexe en 2013 traduisent des transformations sociales et politiques.

Vocabulaire à maîtriser

Constitution : texte qui organise les pouvoirs et garantit des droits fondamentaux.

Décentralisation : transfert de compétences de l'État à des collectivités élues.

Laïcité : principe de liberté de conscience et de neutralité de la puissance publique.

Parité : principe visant l'égal accès des femmes et des hommes, notamment aux mandats électoraux.

Repères, exemples et méthode

2 Repères chronologiques

1999 : PACS et révision constitutionnelle relative à la parité.

2000 : quinquennat et première loi sur la parité.

2003 : organisation décentralisée inscrite dans la Constitution.

2004 : loi sur les signes religieux ostensibles à l'école publique.

2008 : révision constitutionnelle ; 2013 : mariage ouvert aux couples de même sexe.

3 Points de passage et d'ouverture

La parité : du principe aux applications

La révision de 1999 puis la loi de 2000 favorisent l'égal accès aux mandats. Les mécanismes diffèrent selon les scrutins : listes alternées ou sanctions financières. Les progrès de représentation ne signifient pas une égalité complète dans tous les lieux de pouvoir.

L'approfondissement de la décentralisation

En 2003, la Constitution reconnaît plus explicitement les collectivités et l'expérimentation locale. Les transferts de compétences renforcent leur rôle, mais posent la question du financement et de la coordination.

Laïcité et nouveaux droits

Décrire précisément le champ de la loi de 2004 évite de la confondre avec une interdiction générale des religions. Les débats sur le PACS et le mariage montrent comment mobilisations et décisions juridiques font évoluer le droit.

Méthode à appliquer

1. Définis les termes du sujet et ses bornes chronologiques.
2. Relie causes, décisions des acteurs et conséquences.
3. Appuie chaque idée sur un fait daté ; distingue les faits, les interprétations et les mémoires.

Les pièges à éviter

Confondre décentralisation et déconcentration, qui reste une organisation locale de l'État.

Présenter la laïcité comme l'interdiction de croire ou de pratiquer une religion.

Déduire du principe de parité une égalité déjà réalisée partout.

S'entraîner et vérifier ses acquis

4 Exercices

Exercice 1 · Repères et notions

Sans regarder le cours, explique deux notions du vocabulaire et restitue trois repères de la page précédente. Pour chacun, précise son intérêt dans le chapitre.

Exercice 2 · Réponse argumentée

Montre que l'adaptation de la République passe à la fois par les institutions et par l'évolution des droits.

5 Teste-toi · QCM

1. La décentralisation renforce...

A. uniquement la présidence · B. uniquement les préfets · C. les collectivités territoriales

2. Le quinquennat est adopté en...

A. 1958 · B. 2013 · C. 2000

3. La loi de 2004 citée ici concerne...

A. l'abolition des religions · B. les signes religieux ostensibles à l'école publique · C. tous les espaces privés

6 L'essentiel à retenir

Le cadre de 1958 reste stable tout en étant révisé. Décentralisation, parité et nouveaux droits transforment la République. La laïcité associe liberté de conscience et neutralité de l'État.

7 Corrigés

Exercice 1. Vérifie les définitions page 1 et les repères page 2. Une réponse juste associe une définition précise à une explication de son rôle dans le chapitre.

Exercice 2 · Proposition de réponse. Le quinquennat de 2000 modifie le rythme politique et la révision de 2003 renforce le cadre de la décentralisation. En parallèle, le PACS de 1999 et la loi de 2013 sur le mariage répondent à des transformations sociales. Les règles de parité cherchent à rendre l'égalité plus effective. La stabilité de la Constitution n'exclut donc ni réformes institutionnelles ni élargissement des droits.

QCM. 1. C : Les collectivités élues reçoivent des compétences. **2. C :** La durée du mandat présidentiel passe de sept à cinq ans. **3. B :** Il faut préciser son champ d'application.

Programme de référence : Éduscol, terminale générale, BO spécial du 25 juillet 2019.

Synthèse de révision originale · Programme vérifié le 19 octobre 2026. Les exemples de géographie peuvent différer de ceux du professeur.